



Édito

Le discours sur la crise bat son plein. Comme de bien entendu, bien loin d'en tirer les conséquences sur un modèle libéral qui génère cette crise, Sarkozy, ainsi que le Medef, en profitent pour justifier la « nécessité » d'accentuer leurs contre-réformes, en bons élèves de Milton Friedman, économiste chantre du libéralisme, estimant que « seule une crise réelle ou supposée peut produire un vrai changement ».

L'opposition parlementaire a bien du mal à avoir un discours cohérent, partie prenante qu'elle est dans cette marche au libéralisme depuis quelques dizaines d'année. Quant à la « gauche de gauche » antilibérale, son éclatement, sa division rend son discours bien peu audible, bien peu opérant, à un moment où il serait déterminant que s'exprime significativement un projet alternatif à ce libéra-

lisme, néo ou social, ou qu'au moins soit enclenché un processus qui avance sur ce point déterminant. Comment un courant qui a été majoritaire lors du référendum de 2005 sur la constitution européenne se retrouve-t-il aujourd'hui marginalisé dans le débat politique ? La dynamique d'éclatement, résultat de volontés politiques à l'œuvre dans ce courant, est toujours malheureusement active. Face à la situation, n'y a-t-il pas des éléments de faillite politique ?



La résistance reste encore sur le seul terrain social, le terrain des luttes. Dans l'immédiat, il faut tout faire pour que le 7 marque le premier sursaut de l'année sociale face à la politique Sarkozy-Fillon-Darcos. Nous reprenons ci-après des extraits de la contribution de l'Éé au dernier CDFN de la FSU, les 16 et 17 septembre.

Sommaire

- 3 Sur le 7 octobre
- 4 OPA sur l'École
- 6 Pour la fermeture des EPM - Appel pétition
- 7 Interview d'Yves Carreil
- 8 Agenda
- 8 Stage régional École Émancipée
- 8 Comité de soutien à Sami Benméziane

extraits de la contribution de l'Éé au dernier CDFN de la FSU, les 16 et 17 septembre.

Alors que Sarkozy venait d'être élu et surfait sur une popularité qui semblait indéboulonnable, la rentrée 2007 a vu très vite des luttes sociales prendre le dessus. Régimes spéciaux, fonctionnaires, caissières de Supermarchés, Lycéens, parents d'élèves et enseignants, travailleurs sans papiers, RESF... d'octobre 2007 à juin 2008 les mobilisations se succédèrent, au rythme de journées d'action, avec les résultats que l'on sait. Si ces mobilisations ont permis de commencer à réagir, parfois de temporiser, chacun sait que la politique mise en œuvre, résumée par « il faut en finir avec un modèle social qui ne marche pas », n'a pas été remise en cause. Pire le gouvernement la poursuit chaque jour en poussant les feux dans tous les domaines, remodelant en profondeur la société.

Attentisme ou refus de « faire semblant » ?

D'où une rentrée 2008 qui surprend tous les stratèges et autres journalistes qui s'interrogent « Les syndicats divisés peinent à peser sur la rentrée sociale » ou « Drôle de rentrée dans l'éducation » !

Nous-mêmes, nous l'avons dit depuis juillet, nous refusons de repartir dans une succession de journées de grève ponctuelles et disparates (salaires, projet éducatif, La Poste, protection sociale...) sans nous donner les moyens de construire une action dans la durée, crédible pour les salariés et la population pour imposer reculs et autres choix.

La manifestation, nationale ou pas, la grève, de 24h ou reconductible, la lutte, sectorielle ou convergente, sociétale ou corporatiste... ne prendront sens que si nous expliquons clairement ce qu'il en est, de la politique suivie, de ce qui est en jeu et de ce que l'on veut obtenir.

Or la plupart des politiques qui gouvernent, ou aspirent à le faire et certains des dirigeants syndicaux « qui comptent », se sont ralliés aux fondements idéologiques du néo-libéralisme et aux valeurs sur lesquelles il s'appuie. D'où leur impuissance à expliquer, dénoncer et s'opposer sur le fond. La conférence de presse de rentrée de la CFDT en est un « sommet ».



Les Services Publics : un enjeu de société

Après les autres Services Publics, voilà le tour de La Poste déjà « ouverte à la concurrence ». Saurons-nous cette fois déjouer les pièges, les divisions, et mener une campagne d'opinion, via un referendum, pour y faire obstacle ? C'est une de nos tâches, elle est à notre portée.

Le travail de privatisation des esprits a précédé celui de la privatisation de l'État. Depuis le fameux « tournant » de 1983 en France, la « concurrence libre et non faussée » qui régnait en maître dans les pays anglo-saxons, et sur laquelle d'ailleurs ils reviennent en partie au vu des catastrophes qui en ont découlé, s'est imposée en France. Instiller une culture anti-fonctionnaire, anti-administration et anti impôts. Creuser les déficits pour créer l'illusion que le pays « vit au dessus de ses moyens » pour ensuite « réformer » l'État et privatiser les services publics et la protection sociale. Les néolibéraux savent qu'ils ont gagné le jour où, dans l'imaginaire collectif, les résistants à la « primauté du marché » n'incarnent plus le progrès, mais la défense d'un monde ancien et dépassé. Ils peuvent alors « faire payer les pauvres pour améliorer le sort des riches ». C'est ce qui commence.

Le but des néolibéraux n'est pas d'affaiblir l'État, mais de disposer à leur guise d'États assez puissants

Comme est à notre portée, et heureusement bien enclenchée celle-là, la mobilisation contre le fichier Edvige. Après base-élèves, cette bataille montre qu'il faut du temps pour informer, convaincre, rassembler, mais que si l'on a un cadre très large et unitaire, une campagne déterminée des organisations représentatives, alors, comme pour les sans papiers, la population montre, sur des sujets de société lourds sa capacité à résister lorsqu'on l'organise.

Le prochain chantier est celui de la protection sociale dans toutes ses dimensions. A nouveau le silence de la gauche et des confédérations est assourdissant. Alors que des mobilisations ont lieu contre les fermetures d'hôpitaux, alors que des collectifs tentent de lutter contre la remise en cause d'un système solidaire, les confédérations semblent comme sur les autres sujets oublier de mener campagne, d'expliquer, de dénoncer la casse du dernier pilier d'un système social certes imparfait et à améliorer

mais qui fait encore une des forces de la société française.



L'Éducation

L'Éducation, comme la Santé, fait partie des grands chantiers du gouvernement, mais aussi des grandes demandes de la population. Là encore, il faut bien constater la très grande difficulté, ou bien le refus pour certains, de rendre lisible et compréhensible ce qui est une remise en

cause totale et profonde des ambitions et défis que représente la réussite de tous les jeunes.

Bien sûr ils multiplient les angles d'attaques, hier le supérieur et le primaire, le lycée professionnel, aujourd'hui la formation des maîtres, demain le lycée. Bien sûr ils savent utiliser au mieux les carences et échecs du système (que nous dénonçons nous-mêmes), ils tentent d'acheter les quelques fonctionnaires qui resteront au prix de la précarité de tous les autres. Mais c'est bien parce que nous sommes depuis des années sur la défensive que nous ne réussissons pas à rendre clairs les objectifs poursuivis : ils veulent en finir avec ceux portés, depuis le plan Langevin-Wallon (jamais mis en œuvre), d'une école instrument de plus grande justice sociale, d'un droit à l'éducation pour tous. C'est même l'abandon de la

fameuse « égalité des chances » – qui n'est pas la même chose que la réussite de tous – c'est « moins d'école, moins de personnels, moins d'heure de cours » et une privatisation accélérée via, notamment, la suppression de la carte scolaire. Cela donne l'individualisation (appelée « autonomie ») comme seul modèle pédagogique avancé pour traiter la difficulté scolaire. C'est l'externalisation du « soutien ».

L'urgence n'est donc pas de négocier ou de tenter d'aménager des réformes dangereuses, mais bien de dénoncer clairement ce qui se met en place. De l'expliquer non seulement aux personnels mais aux usagers et à la société. De trouver les moyens, tous les moyens, d'intervenir dans le débat public, de faire se rencontrer parents, enseignants et chercheurs, d'agir. L'unité qui s'est faite pour la campagne et la manifestation du 19 octobre peut en être le début, ne le loupons pas.

Sur le 7 octobre

Le texte action issu du cdfn de la FSU a repris les considérants proposés par l'ÉE sur le processus qui nous amène à la situation du 7 octobre :

« La FSU considèrerait qu'une journée nationale de grèves et de manifestations pour la défense et l'amélioration du pouvoir d'achat, pour l'emploi et la protection sociale solidaire, contre la précarité et la remise en cause des statuts, pour des SP de qualité partout et pour tous, s'imposait le plus rapidement possible à la rentrée.

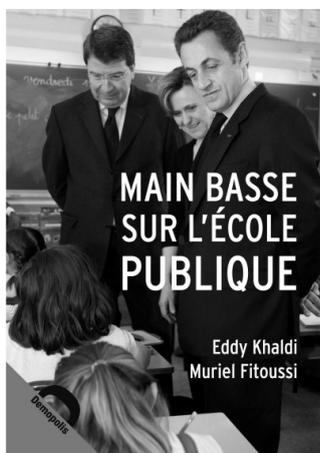
Dès que la date du 7 octobre a été mise en avant par la CGT, elle a donc fait savoir sa volonté de participer à toutes les initiatives et réunions permettant d'en préciser le cadre et les modalités afin d'en faire une étape importante de lutte unitaire pour les salariés.

Elle se félicite de l'accord de 6 organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU Solidaires, UNSA) qui appellent les salariés à participer massivement à la journée d'action syndicale mondiale. Elle entend tout faire pour en assurer la réussite, ce qui passe notamment par des appels à la grève et aux arrêts de travail en fonction des secteurs.

C'est pourquoi elle a proposé à ses partenaires d'appeler de façon unitaire à assurer la réussite de cette journée à la fois dans la Fonction Publique et l'Éducation et elle renouvelle cette proposition. Elle appelle donc, dans ce cadre national, ses SN et ses SD à tout faire pour mobiliser massivement les personnels sous toutes les formes notamment par la grève, à rechercher partout les cadres unitaires les plus larges pour mobiliser

Au delà de cette journée elle continuera à chercher à créer les conditions de mobilisations unitaires. »

L'ÉE a soumis un amendement au vote proposant que la FSU appelle nationalement explicitement à la grève pour le 7 octobre. Il a été repoussé par 38 pour, 49 contre, 22 abstentions et 14 refus de vote. Paradoxalement, le Snes, qui appelle à la grève le 7, n'a pas défendu son mandat, issu de sa CA nationale qui était de pousser à une grève fédérale. Il s'est abstenu sur l'amendement ÉE, contribuant à le repousser. Le Snep, qui a voté contre cet amendement, a appelé le lendemain à la grève nationalement... Des logiques bien nébuleuses, qui ne contribuent pas à la clarté du débat dans la FSU.



L'École publique en danger de mort

Note de lecture : Eddy Khaldi, Muriel Fitoussi, Main basse sur l'école publique

L'Éducation Nationale serait « une fabrique de crétins » accusée d'entretenir le « chaos pédagogique », l'insécurité et le chômage. Les médias dramatisent le moindre incident violent lorsqu'il survient dans un établissement scolaire public et alimentent une « fabrique de la peur »¹. Le gouvernement met rapidement en oeuvre une série de mesures sans débats parlementaires : suppression de la carte scolaire et de postes d'enseignants, réforme des programmes, évaluation publique des en-

seignants et des établissements, financement par l'État du développement des établissements privés dans les banlieues. Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi² révèlent le sens de ces mesures dans leur livre, *Main basse sur l'école publique*³.

Passés au tamis de l'analyse critique des deux auteurs, les écrits de Sarkozy⁴ alors ministre de l'intérieur révèlent son attachement à « une forme de démocratie communautaire s'appuyant sur des considérations ethnico-religieuses aux antipodes d'une république laïque de citoyens ». La loi de séparation des Eglises et de l'Etat⁵ fut ainsi foulée au pied par l'ancien ministre qui érigea certains cultes en « religions reconnues ». Devenu président, Sarkozy poursuit son combat anti-laïque lors de son discours au palais du Latran le 20 décembre 2007 : « dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur. » Même les catholiques modérés s'étranglent : « Le discours du président de la République à St-Jean-de-Latran est effarant. Nicolas Sarkozy ne parle pas dans ce discours au nom de tous les français, ni des seuls chrétiens, ni même au nom des

catholiques de France, mais au nom d'une sensibilité catholique traditionaliste qu'il assume comme la sienne... et celle de toute la France. »⁶



Ces attendus idéologiques et religieux font des ravages quand ils sous-tendent les politiques scolaires. Muriel Fitoussi et Eddy Khaldi remontent à l'origine des conceptions « Darcozystes » et dressent un portrait de la nébuleuse clérico-libérale qui accompagne l'OPA lancée sur l'École publique. Les auteurs présentent ainsi une douzaine d'associations dont les animateurs s'inscrivent dans la mouvance des think tanks d'extrême droite (Club de l'Horloge, Opus Dei, Front National) et pour qui l'école publique est « un fragment de l'Union soviétique qui aurait dérivé jusqu'à la pointe ouest de l'Europe⁷ » : l'OIDEI, SOS-Education,

CLE-Catholiques pour les Libertés Economiques, ILFM-Institut libre de formation des maîtres, Familles et libertés, l'ALEPS-association pour la liberté économique et le progrès social, Créateurs d'Ecoles, etc.

Ainsi Créateurs d'Ecoles est une association créée en 1992 qui a servi de boîte à idées pour les ministères Bayrou et Robien. L'objectif de cette association est « d'identifier les verrous et de les faire sauter ». La méthode préconisée ? « Ne pas tomber dans le piège de la réforme globale. Notre intuition est que la solution réside sans doute dans la mise en oeuvre de dispositifs dérogatoires qui n'obligent pas à la remise en cause de tout l'existant, mais qui permettent d'importantes innovations au niveau des établissements d'enseignement. »⁸ L'opération se veut une révolution de velours et ressemble à un « hold-up par effraction sur le service public d'éducation. »

1 Emmanuel Davidenkoff, 2003

2 Muriel FITOUSSI est journaliste spécialisée dans les sujets de politique et de société (Dossiers du Canard Enchaîné, Libération, etc.). Eddy KHALDI est enseignant, militant syndicaliste et associatif, et suit depuis 25 ans les questions de société et de laïcité relatives à l'école, auteur de plusieurs articles sur ces questions.

3 Fitoussi, Khaldi, *Main basse sur l'école publique*, éditions Démopolis, Paris, 2008

4 Nicolas Sarkozy, avec Thibaud Collin et Philippe Verdin, *La République, les religions, l'espérance*, éditions du Cerf, Paris, 2004

5 Loi de 1905, article 2 : « la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte ».

6 Communiqué de l'Observatoire chrétien de la laïcité, décembre 2007

7 Philippe Nêmo, *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ?*, Grasset, Paris, 1991

8 Bulletin n°1 de l'association Créateurs d'écoles.



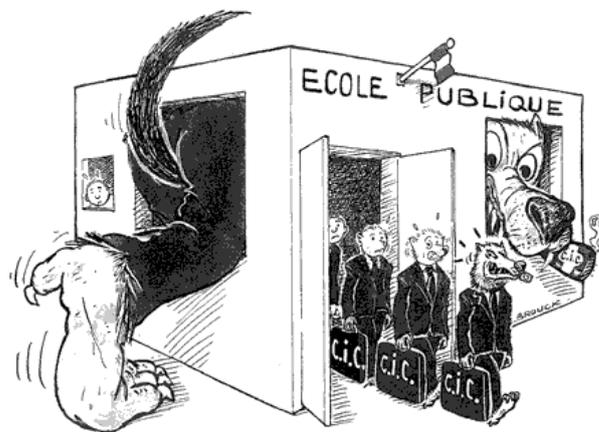
Xavier Darcos fut l'un des fondateurs de l'association. Nommé ministre de l'éducation nationale, il engage dans la précipitation les principales réformes attendues par les Créateurs d'écoles :

suppression de la carte scolaire⁹, instauration d'un chèque éducation pour le privé¹⁰, concessions sur la mixité, service minimum d'accueil. La logique est celle d'une exacerbation de la concurrence. « Une révolution libérale en pièces détachées » en somme, où la famille redevient « un pilier essentiel d'un ordre social organiciste, dans la plus pure logique défendue par la droite traditionaliste depuis deux siècles ». Une journaliste du Figaro peut d'ailleurs titrer en février 2008 « Darcos, réac et fier de l'être ».

Le ministère laisse peu à peu entrevoir son intention d'intégrer l'école publique dans un grand service unifié sur le modèle de l'enseignement privé catholique. Darcos concède d'ailleurs de nouveaux privilèges à l'enseignement catholique¹¹ au nom de la prétendue demande non satisfaite. Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi montrent pourtant qu'en réalité, les places existent dans le privé dont les classes du second degré comptent en moyenne 23,8 élèves contre 27 élèves dans le public. On est loin de la saturation invoquée. Main Basse sur l'Ecole montre ainsi que l'école institution de la République laïque est décriée, attaquée pour lui substituer une logique libérale dans laquelle l'école privée est instrumentalisée pour concurrencer et démanteler le service public. Cette réforme de l'école est au cœur du projet de Nicolas Sarkozy et de Xavier Darcos qui, au nom de la liberté de choix

des familles préparent une véritable privatisation de l'Éducation¹². Ce livre nous sera très utile dans les luttes qui nous opposent à ces fossoyeurs de l'école publique.

Sylvain MARANGE



9 L'idée figure pour la première fois dans une lettre de Jean-Marie Le Pen adressée aux parents d'élèves et enseignants du privé à la veille de la grande manifestation pour l'école privée du 24 juin 1984.

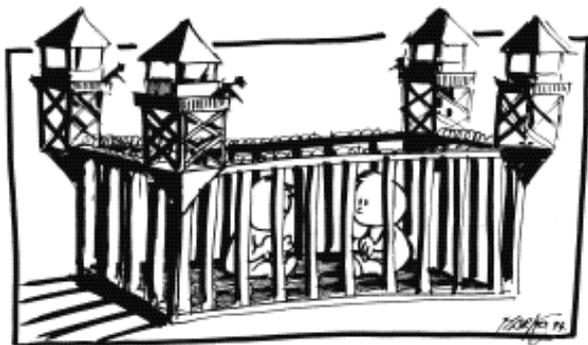
10 Dont Sarkozy a laissé à Jacques Attali le soin de faire la présentation dans son rapport sur la relance de la croissance

11 Suppressions de postes moindres que pour l'école publique par exemple, ou encore encouragement à créer des écoles privées dans le plan banlieues qu'il a défendu avec Fadela Amara

12 Sans aucune considération pour les élèves puisque tout prédit la faillite inévitable d'un système éducatif privatisé : la fac Pasqua, première fac privée en France créée en 1995 se voulait une vitrine des Créateurs d'écoles. C'est un naufrage complet selon une dépêche de l'AEF du 11 mars 2008, autant du point de vue de l'administration de l'université que de ses résultats.

Appel pétition du SNPES-PJJ/FSU (extraits)

Parmi les 7 Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs, prévus par la loi Perben I de septembre 2002, 5 ont été ouverts à grand renfort d'une communication gouvernementale démagogique. Ainsi, le précédent Garde des sceaux se plaisait à proclamer que l'objectif des EPM serait « de faire tourner la détention autour de la salle de classe ». Non ! L'objectif des EPM est bien d'augmenter l'incarcération et invoquer la salle de classe est une façon de minimiser le poids des murs, du système disciplinaire, de l'isolement et le but punitif de la prison.



Plus récemment, malgré le suicide d'un adolescent à l'EPM de Meyzieu le 2 février 2008, Rachida Dati, l'actuelle Garde des Sceaux, en rajoutait dans la banalisation. Elle affirmait « il faut pérenniser ce type de structures, elles ont fait leurs preuves ».

La Ministre, obnubilée par la promotion de ces nouvelles prisons, en tire avant l'heure un bilan positif. Le suicide d'un adolescent n'est qu'un accident regrettable lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre une politique de répression toujours plus forte à l'égard des mineurs qui commettent des délits.

Dans le droit fil des propos du président de la République pendant la campagne électorale, qui déclarait

qu'un adolescent très grand et violent ne pouvait être considéré comme un mineur, sa Ministre de la justice annonce pour 2008 une refondation de l'ordonnance de 1945.

Au prétexte d'un changement de nature de la délinquance des mineurs, elle propose d'appliquer aux plus âgés le droit pénal des majeurs, et d'infliger des peines à des enfants de plus en plus jeunes. Trahissant l'esprit de l'ordonnance de 1945, le gouvernement fait le choix de répondre aux actes délictueux par la seule logique de l'enfermement, écartant la nécessaire recherche des causes de ces passages à l'acte qui seule pourrait en éviter la réitération.

La création de nouvelles prisons est emblématique de cette politique. Elle encourage l'incarcération, allant jusqu'à lui conférer des vertus de réinsertion, en dépit de tous les constats généralement admis.

Depuis l'ouverture du premier EPM début 2007 de nombreux incidents violents se sont multipliés dans ces établissements entraînant des opérations de maintien de l'ordre, des mesures d'isolement pour les jeunes et des consignes de silence en direction des personnels. Ce climat de violence est accentué par la prégnance des activités intensives et obligatoires. Les mouvements de rébellion qui éclatent dans les EPM, focalisent les personnels sur les moyens disciplinaires pour soumettre les mineurs. Alors, la souffrance des adolescents, renforcée par l'enfermement, ne peut être entendue.

[...]

Nous soutenons que les moyens pour l'accompagnement éducatif doivent primer sur les dispositifs d'enfermement.

Nous dénonçons une politique qui réduit les jeunes délinquants à leurs seuls passages à l'acte, les enfermant ainsi dans une identité de délinquant.

Nous dénonçons une politique qui en s'appuyant sur le déterminisme social et comportemental décrète l'inéluctabilité de certains adolescents et ce faisant nie leurs possibilités de reconstruction et de perspectives d'avenir.

Nous nous opposons à une réforme de l'ordonnance de 1945 qui mettrait fin à la spécificité de la justice des mineurs et à la primauté de l'éducation sur la répression à l'égard des jeunes auteurs de délits. Nous réaffirmons que les Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs ne sont pas des structures éducatives, ce sont des prisons destinées à faciliter le recours à l'incarcération ; parce que nous avons une autre ambition pour la jeunesse nous appelons à leur fermeture et au redéploiement des budgets au bénéfice des structures réellement éducatives.

Le texte intégral de cette pétition se trouve sur le site de la FSU.

Pour le lire et pour le signer :

<http://petitions.fsu.fr/>

L'expérience des collégiens

Extraits d'un entretien avec Yves CAREIL, Maître de Conférences en sociologie à l'IUFM de Bretagne, auteur de *L'expérience des collégiens*, *Ségrégations*, *Médiations*, *Tensions*, Presses Universitaires de Rennes, 2007 et de plusieurs ouvrages sur la privatisation rampante du service public d'éducation¹. Dans son dernier livre, Yves Careil présente les résultats d'une enquête menée par « bilans médiations » (questionnaires) et entretiens semi-directifs complémentaires auprès de collégiens nantais.

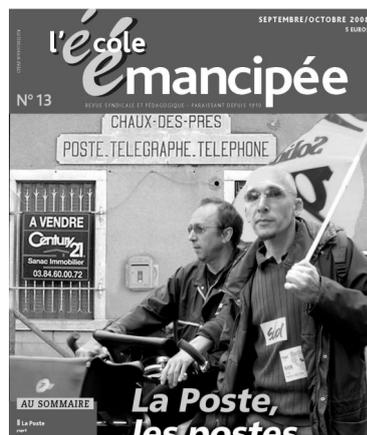


École Émancipée : L'expérience des collégiens est une plongée dans l'univers de deux collèges socialement contrastés de l'agglomération nantaise. Qu'est-ce qui t'a décidé à conduire cette étude ?

Yves CAREIL : Je m'intéresse à la genèse du rapport au Savoir et j'essaie dès lors de mieux comprendre comment les élèves sont construits (socialement, institutionnellement, familialement) et se construisent dans leurs rapports aux savoirs, aux apprentissages, au monde, aux autres, à eux-mêmes, à leur avenir... Les enquêtes en ce domaine demandent du temps, des « entrées » au sein des établissements scolaires et une attention toute particulière aux effets de contexte : il faut tenir compte du contexte géopolitique de référence, de son évolution, de la localisation des collèges au sein de l'agglomération considérée, de leur histoire et de la façon dont ils s'inscrivent dans les nouvelles relations de concurrence entre établissements avec comme enjeu central leur réputation... D'où le choix de ces deux collèges, l'un de « centre ville », jouant « dans la cour des grands » mais qui a aussi comme particularité de recruter principalement son public au sein des fractions intellectuelles des classes moyennes et supérieures, et l'autre en ZEP, recrutant à la fois en quartier de relégation et dans les zones pavillonnaires environnantes. Ce quartier de relégation est le plus peuplé sur l'agglomération, mais il a aussi comme particularité de connaître une forte implantation des Jeunes Musulmans de France, « filiale jeunesse » de l'Union des Organisations Islamiques de France, courant

de pensée des Frères Musulmans.

École Émancipée : Quarante ans après Les Héritiers et La Reproduction de Pierre Bourdieu, tu mets à jour une série de permanences et de transformations dans la façon dont « sont construits et se construisent » les jeunes adolescents. Quelles sont les évolutions les plus importantes que tu as relevées depuis les années 1960 ?



Yves CAREIL : Le contexte historique est aujourd'hui très différent. Les relations de concurrence entre établissements se sont fortement accrues et produisent des effets importants que je voulais étudier... Quant à Pierre Bourdieu, il est « simplement » parti dans ses analyses du constat des effets des pratiques en matière de transmission du capital culturel... Mais qu'en est-il de ces pratiques ? D'où ce retour réflexif sur Les Héritiers et La Reproduction quarante ans après : quelles sont les pratiques sociales, familiales, institutionnelles et personnelles qui permettent à certains élèves « héritiers » du collège « centre ville » de se situer dans l'excellence scolaire ou en-

core à d'autres élèves, ceux notamment des zones pavillonnaires pour l'autre collège, de réussir « à un bon niveau » ? Toutes ces pratiques ont été l'objet d'une attention soutenue et on trouvera notamment dans ce livre une bonne centaine de pages où j'explicite les propriétés du « système de la réussite » en vigueur dans et autour du collège « centre ville ». Concernant cette construction de la réussite scolaire au plus haut niveau, on peut constater aujourd'hui une rationalisation extrêmement poussée des pratiques en matière de transmission – acquisition du capital culturel : tout est beaucoup mieux pensé que par le passé, le temps extrascolaire vient bonifier le temps scolaire, rien n'est laissé au hasard... Mais j'ai tenu aussi à faire figurer dans ce livre de nombreux portraits d'élèves, en réussite ou non, et ceci pour les deux établissements. Car c'est bien l'élève qui apprend, personne d'autre à sa place, et il n'est pas non plus possible de le considérer comme un simple réceptacle de la socialisation. Bref, je me suis beaucoup intéressé également aux difficultés que rencontrent actuellement les jeunes à pouvoir se construire comme élève et comme adolescent

[...]

*Propos recueillis par
Sylvain MARANGE à Nantes,
le 10 septembre 2008*

¹ De l'école publique à l'école libérale.- Sociologie d'un changement, Presses Universitaires de Rennes, 1998. École libérale, école inégale, Nouveaux Regards / Syllepse, 2002.

*Le texte intégral de cet entretien est
publié dans le numéro de rentrée
de la revue l'École Émancipée
(septembre-octobre 2008)*

Stage régional École Émancipée le jeudi 23 octobre 2008, à la FSU de Nantes, gare de l'État, avec Nicolas Bénéès.

Les deux thèmes principaux seront :

- Le processus de mondialisation
- le syndicalisme, les questions auxquelles il a été confronté dans son histoire, les questions actuelles

Ils seront introduits par Nicolas Bénéès.

L'accueil se fera à partir de 9h, les débats commençant à 9h30, et se prolongeant l'après-midi.

Le repas du midi peut être pris sur place. Pour organiser cela, merci de signaler si possible à l'avance votre participation soit par :

- courrier électronique à benoit.bossard@wanadoo.fr
- courrier à :
École Émancipée c/o FSU
8, place de la gare de l'État, CP n°8
44276 Nantes cedex 2

- téléphone au :
06 78 69 80 13

Les derniers ajustements pour le nombre de personnes désirant manger sur place le midi se feront le matin vers 10h.

Comité de soutien à Sami Benméziane

Le comité a :

- une adresse postale :
Comité de soutien pour Sami Benméziane
case postale 8
8, place de la gare de l'État
44276 Nantes Cédex 2
- une adresse électronique :
comitedesoutiensami@orange.fr

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de "Comité de soutien pour Sami Benméziane" et envoyés à l'adresse du comité.

Une pétition est accessible sur les sites des syndicats enseignants.



Agenda :

mardi 7 octobre :

- journée d'action interprofessionnelle, appel à la grève de la FSU 44.

dimanche 19 octobre :

- manifestation nationale à Paris pour la défense du service public d'Éducation. Inscrivez-vous pour le déplacement.

jeudi 23 octobre :

- stage régional de l'École Émancipée

Abonnez-vous, nous avons besoin de votre soutien financier pour faire vivre ce bulletin

Rejoindre l'École Émancipée 44 :

abonnement au bulletin de l'Éé 44 : 10 euros
adhésion au groupe départemental de l'Éé : 5 euros
abonnement à la revue nationale de l'Éé : 30 euros

Contacteur l'École Émancipée 44 :

Par courrier : Éé 44 c/o FSU
8 place de la gare de l'État, CP n°8
44276 NANTES Cedex 2

Par courriel : ee44@wanadoo.fr

Par téléphone : 06 78 69 80 13

